

25 avril 2016

## Un rythme de croissance des dépenses remboursées dynamique

Les données présentées ci-dessous sont des données en date de remboursement corrigées des jours ouvrés.

Fin mars 2016, près de 2 milliards d'euros ont été remboursés dans le périmètre de l'Ondam, soit une évolution cumulée sur douze mois (année complète mobile ACM) de +3,0 % (+2,5 % en 2015). Sur cette période, la croissance des remboursements de soins de ville est toujours soutenue +3,3% (vs +3,4 % fin 2015) et celle des établissements s'accélère : +2,8% (vs +1,7 % fin 2015). Rapportée au premier trimestre de 2015, l'évolution est assez dynamique : +3,6 % (période comparable à l'année précédente PCAP) sur le périmètre de l'ONDAM (+3,4 % pour les soins de ville et +4,0 % pour les établissements).

Ces évolutions illustrent les difficultés de liquidation rencontrées en 2014 et jusqu'au début de 2015. Elles intègrent de fait un fort rattrapage, entre février et août 2015, de liquidation de soins de 2014 sur quasiment l'ensemble des postes, et plus particulièrement sur les dépenses d'honoraires ainsi que des établissements privés. Dès lors, l'analyse des évolutions en date de remboursement est présentée ici à titre indicatif, c'est l'analyse des données en date de soins (cf. *infra*) qui est pertinente.

### FORTE DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES

Les **honoraires médicaux et dentaires** (319 M€) sont en forte hausse : +7,3 % en ACM (+5,8 % fin 2015). En PCAP l'évolution est de +7,7 %.

La progression des remboursements de **généralistes** (+3,9 % en ACM, -2,8 % en PCAP) est le reflet de plusieurs phénomènes (difficultés de liquidation évoquées ci-dessus, notamment s'agissant des versements forfaits de médecin traitant et majorations pour personnes âgées, forte activité épidémique et grève de la télétransmission des feuilles de soins début 2015).

Les dépenses des **spécialistes** évoluent de +10,1 % en ACM (+5,9 % fin 2015) et de 14,1 % en PCAP.

De même, les remboursements des **dentistes** évoluent de +4,8 % en ACM et +5,3 % en PCAP.

Ces dynamiques s'expliquent peu ou prou par les mêmes facteurs explicatifs que décrits pour les généralistes.

### LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSES DE SOINS DE VILLE

Les **prescriptions** (566 M€) constituent plus de la moitié des soins de ville, en hausse de +2,3 % en ACM (+3,0 % fin 2015) et +2,3 % en PCAP.

Le recul du poste **médicaments** (-0,6 % en ACM) est en

lien avec l'évolution tendancielle des remboursements au titre de la rétrocession hospitalière (et notamment de la dispensation des médicaments contre l'hépatite C) : -2,0 % en ACM, avec la forte décroissance enregistrée depuis le début 2016 (-12,0 % en PCAP). Hors rétrocession, le rythme de croissance des remboursements est quasiment stable en 2016 (-0,1% en PCAP).

La **LPP et les produits d'origine humaine** évoluent de +10,2 % (+7,6 % fin 2015) et +13,3 % en PCAP.

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux**, toujours dynamique, s'établit à +3,9 % en ACM (+3,6 % à fin 2015) et +4,5 % en PCAP. Le rythme d'évolution reste important pour les infirmiers (+4,2 % en ACM) et moindre pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,0 % en ACM).

Les dépenses de **biologie** évoluent de +5,1 % en ACM (+1,2 % fin 2015) et +10,0 % en PCAP.

Au titre des **autres prestations**, les dépenses de **transports** évoluent de +9,9 % en ACM (+8,4 % à fin 2015) et +7,9 % en PCAP.

Les dépenses **d'indemnités journalières** poursuivent leur décroissance -7,9 % en ACM (-6,2 % à fin 2015) et -7,6 % en PCAP. Cette évolution résulte de la mise en place, en février 2015, d'un nouveau cadre réglementaire de calcul des prestations en espèces, conditionnant ces prestations à un minimum de revenu (10 % du plafond annuel de la sécurité sociale). Ainsi les montants versés aux auto-entrepreneurs depuis la mise en place de cette mesure sont en très net retrait de 65,6 % en ACM (+11,2 % fin mars 2015 en ACM), et ne représente plus que 5,4 % de la dépense (-9,1 points par rapport à fin mars 2015). La même tendance se retrouve au niveau des prestations en espèces maternité (hors Ondam) qui diminuent pour les mêmes raisons de -9,0 % en ACM et -19,1 % en PCAP.

### LES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS

Les versements estimés au titre des dépenses des **établissements publics** sont en très légère progression sur 12 mois (+0,4 %). Cette évolution résulte d'un effet base dû à une régularisation exceptionnelle, en 2014, liée au changement de méthode de répartition des dotations hospitalières inter-régimes. Hors cet effet, l'évolution tendancielle serait plutôt de l'ordre de 2,6 % en ACM.

Les dépenses relatives aux **établissements privés** évoluent de +13,1 % en ACM (+7,1 % fin 2015) et +18,3 % en PCAP. Au titre des dépenses des **établissements du secteur médico-social**, les versements estimés augmentent de +2,0 % en ACM (dont -1,0 % pour le secteur personnes âgées et +8,1 % pour le secteur personnes handicapées) et diminuent de 2,3% en PCAP.

Tableau 1 : Evolution des dépenses remboursées à fin mars 2016

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses brutes mars. 2016	Taux de croissance à fin mars 2016			
		PCAP	PCAP-CJO <sup>(1)</sup>	ACM	ACM-CJO <sup>(1)</sup>
<b>Soins de Ville (hors contrats)</b>	<b>992,1</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Honoraires médicaux et dentaires</b>	<b>318,8</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,3%</b>
Dont Généralistes	81,0	-2,8%	-2,8%	3,9%	3,5%
<i>dont consultations généralistes</i>	56,4	2,8%	2,8%	2,5%	2,1%
Dont Spécialistes	178,3	14,1%	14,1%	10,5%	10,1%
<i>dont consultations spécialistes</i>	33,0	7,9%	7,9%	6,1%	5,7%
<i>dont actes techniques</i>	127,4	15,0%	15,0%	11,1%	10,7%
Dont Dentistes	57,2	5,3%	5,3%	5,2%	4,8%
<b>Prescriptions</b>	<b>565,5</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,3%</b>
Produits de santé	386,0	0,7%	0,7%	1,8%	1,4%
Médicaments	308,1	-2,0%	-2,0%	-0,2%	-0,6%
<i>officine</i>	262,4	-0,1%	-0,1%	0,0%	-0,3%
<i>rétrocession</i>	45,8	-12,0%	-12,0%	-1,6%	-2,0%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	77,9	13,3%	13,3%	10,6%	10,2%
Auxiliaires médicaux	130,8	4,5%	4,5%	4,3%	3,9%
<i>dont infirmiers</i>	75,7	4,9%	4,9%	4,6%	4,2%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	45,2	2,8%	2,8%	3,4%	3,0%
Biologie	48,7	10,0%	10,0%	5,6%	5,1%
<b>Autres prestations <sup>(2)</sup></b>	<b>48,4</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>7,9%</b>	<b>7,4%</b>
Dont frais de transport des malades	47,9	7,9%	7,9%	10,3%	9,9%
<b>Indemnités journalières maladie</b>	<b>59,2</b>	<b>-7,6%</b>	<b>-7,6%</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-7,9%</b>
<b>Etablissements de santé <sup>(3)</sup></b>	<b>943,8</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,0%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>
<b>Etablissements sanitaires publics</b>	<b>575,6</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,4%</b>
<b>Etablissements sanitaires privés</b>	<b>210,8</b>	<b>18,3%</b>	<b>18,3%</b>	<b>13,5%</b>	<b>13,1%</b>
Dont ODMCO	173,4	19,4%	19,4%	10,5%	10,0%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	27,9	11,4%	11,4%	30,2%	29,7%
Dont OQN Psychiatrie	5,6	11,6%	11,6%	28,2%	27,7%
<b>Etablissements médico-sociaux (champ OGD)</b>	<b>157,3</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>
Dont personnes âgées	96,3	-6,0%	-6,0%	-1,0%	-1,0%
Dont personnes handicapées	56,6	5,2%	5,2%	8,1%	8,1%
<b>Contribution Fonds d'Intervention Régional</b>	<b>35,3</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Soins à l'étranger hors versement CLEISS</b>	<b>1,4</b>	<b>28,1%</b>	<b>28,1%</b>	<b>39,9%</b>	<b>39,9%</b>
<b>Total sur champ ONDAM</b>	<b>1 972,6</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Prestations en espèces maternité</b>	<b>32,1</b>	<b>-19,1%</b>	<b>-19,1%</b>	<b>-9,0%</b>	<b>-9,0%</b>

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières et les établissements de santé publics et médico-sociaux.

(2) Transports et cures. (3) Prise en compte des dotations effectives pour 2014 et 2015.

Source : RSI /SARDE/Portail CREA DIAMAN + données brutes comptables du RSI relatives aux forfaits/dotations globales transmises par la CNAMTS.

## Des dépenses de soins de ville en date de soins peu dynamique en janvier 2016

Les données présentées ci-dessous sont en date de soins. Les valeurs commentées sont les taux de croissance corrigés des jours ouvrés (sauf IJ maladie).

Les dépenses estimées de soins de ville (330 M€) progressent à fin janvier 2016 de +1,2 % en ACM (+1,5% fin 2015) et de +0,9% en PCAP (+4,2% fin janvier 2015). Hors IJ maladie, l'évolution estimée serait de +2,0 % en ACM (+2,3 % fin 2015) et de +1,9% en PCAP (+5,0% fin janvier 2015).

### LA DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES SE POURSUIT

Les **honoraires médicaux et dentaires** (105 M€) progressent toujours à un rythme important +3,6 % en ACM (+3,5 % fin 2015) et de +3,2% en PCAP (+1,8% fin janvier 2015).

L'évolution des remboursements de **généralistes** (+1,2 % en ACM et -1,3% en PCAP) résultent principalement de l'évolution des remboursements de **consultations** qui progressent de +1,4 % en ACM (+2,2 % fin 2015) et de -2,7% en PCAP (+5,9% fin janvier 2015) en lien avec la faible activité épidémique de début 2016 contrairement à l'an dernier qui avait été marquée par une grippe d'une forte intensité.

Les dépenses des spécialistes poursuivent leur progression à un rythme important +4,5 % en ACM (+4,0 % fin 2015) et +5,4% en PCAP (+2,1% fin janvier 2015). Cette dynamique est portée par les dépenses au titre des actes techniques +5,3 % en ACM (+5,0 % en 2015) et +6,0 % en PCAP (+2,3% fin janvier 2015). *A contrario* l'évolution des consultations est plus atone +0,8% en ACM (+0,6% en 2015) et de +2,8% en PCAP (+0,9% fin janvier 2015).

Les remboursements des **dentistes** maintiennent leur rythme d'évolution sur la période +4,0 % en ACM et de +3,0% en PCAP (+2,4% fin janvier 2015) en lien avec la revalorisation tarifaire de certains soins en juin 2014.

### LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSES DE SOINS DE VILLE

La croissance des **prescriptions** (189 M€) est de +0,9% en ACM (+1,5 % fin 2015) et +1,1 % en PCAP (+5,4% fin janvier 2015).

Ce fléchissement résulte principalement de la très forte atténuation **des dépenses de médicaments** depuis près d'un an avec une régression des montants remboursés de 1,2% en ACM (-0,4% en 2015) et de -2,0% en PCAP (+7,2% fin janvier 2015). Cette très forte décélération est liée principalement à la stabilisation du rythme de dispensation des nouveaux traitements contre l'hépatite C, accompagnée par la mise en place de nouvelles associations et des baisses de prix significatives de l'ensemble de ces molécules sur la période. L'impact

économique de ces différents facteurs a conduit à un recul de plus de 20,0% des montants remboursés de ces molécules contre l'hépatite C en 2015. Cet effet explique l'évolution des dépenses de rétrocession hospitalière qui reculent de -8,9% en ACM (-4,5% en 2015) et -8,7% en PCAP (+72,9% fin janvier 2015). Hors rétrocession, la croissance des remboursements de médicaments progresse de +0,2 % en ACM (+0,3% fin 2015) et de -0,8% en PCAP (+0,3% fin janvier 2015).

Les prestations versées au titre de la **LPP et des produits d'origine humaine** conservent un fort dynamisme +4,8 % en ACM (+5,7 % fin 2015) et +4,5% en PCAP.

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux** reste élevée et se maintient à +3,7% en ACM et évolue à +5,0% en PCAP (+4,8% à fin janvier 2015). Le rythme d'évolution en ACM reste stable tant pour les infirmiers (+3,9 %) que pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,3 %).

Les dépenses de **biologie** évoluent de +2,2% en ACM (+1,6% fin 2015) et de +4,8% en PCAP (-1,3% fin janvier 2015).

Les dépenses de **transports** évoluent de +5,1 % en ACM (+5,2 % en 2015) et de +4,0% en PCAP (+4,7% fin janvier 2015).

Les dépenses **d'indemnités journalières** poursuivent leur décroissance -10,5 % en ACM (-9,9% fin 2015) et -12,2% en PCAP en lien avec les nouvelles modalités de calcul des IJ instaurées en février 2015 qui concernent principalement la population auto-entrepreneurs. Ainsi les montants versés à ces derniers depuis un an sont en très net retrait de 64,1 % (+21,9 % en ACM fin janvier 2015).

### LES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS

Les remboursements au titre des dépenses des **établissements privés** (67 M€) progressent de +2,4 % en ACM (+1,9 % fin 2015) et de +4,2% en PCAP (-1,2% fin janvier 2015). Parmi ces dépenses, le principal agrégat de dépenses qu'est l'ODMCO progresse de +2,1% en ACM (+5,1% en PCAP) avec des évolutions plus ou moins contrastées entre les séjours (+1,3 % en ACM et +4,0% en PCAP) et les dépenses d'hospitalisation à domicile particulièrement dynamiques (+12,6 % en ACM et +10,2% en PCAP).

Les dépenses de soins de suite et de réadaptation restent dynamiques : +4,3% en ACM (+3,6% en 2015) et +5,5 % en PCAP (-1,9% fin janvier 2015).

Les dépenses de psychiatrie évoluent plus faiblement +1,2% en ACM (+2,1% en 2015) et -9,0 % en PCAP (+1,1% fin janvier 2015) pour des montants remboursés faibles par rapport aux autres postes. Cette forte variabilité (-32,5% en PCAP sur la psychiatrie infanto-juvénile) doit être mise en regard du taux de recours à ces structures d'un mois sur l'autre

Tableau 2 : Evolution des dépenses estimées en date de soins à fin janvier 2016

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses estimées janv. 2016	Taux de croissance à fin janvier 2016			
		PCAP	PCAP-CJO <sup>(1)</sup>	ACM	ACM-CJO <sup>(1)</sup>
<b>Soins de Ville (hors contrats)</b>	<b>330,3</b>	<b>-1,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Soins de Ville hors IJ maladie (hors contrats)</b>	<b>309,7</b>	<b>-0,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Honoraires médicaux et dentaires</b>	<b>104,9</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,6%</b>
Dont Généralistes	26,9	-4,6%	-1,3%	0,7%	1,2%
<i>dont consultations généralistes</i>	18,5	-5,2%	-2,7%	1,3%	1,4%
Dont Spécialistes	58,5	3,2%	5,4%	4,7%	4,5%
<i>dont consultations spécialistes</i>	11,0	0,6%	2,8%	1,0%	0,8%
<i>dont actes techniques</i>	41,7	3,9%	6,0%	5,5%	5,3%
Dont Dentistes	18,7	2,0%	3,0%	4,0%	4,0%
<b>Prescriptions</b>	<b>188,8</b>	<b>-1,9%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,9%</b>
Produits de santé	128,6	-4,5%	-0,6%	-0,4%	-0,1%
Médicaments	99,9	-5,9%	-2,0%	-1,5%	-1,2%
<i>officine</i>	85,9	-4,9%	-0,8%	-0,2%	0,2%
<i>rétrocession</i>	14,0	-11,4%	-8,7%	-9,0%	-8,9%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	28,7	0,7%	4,5%	4,5%	4,8%
Auxiliaires médicaux	44,0	4,6%	5,0%	3,9%	3,7%
<i>dont infirmiers</i>	24,9	5,3%	4,3%	4,0%	3,9%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	15,3	3,2%	5,6%	3,5%	3,3%
Biologie	44,0	2,5%	4,8%	2,1%	2,2%
<b>Autres prestations</b>	<b>24,9</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,0%</b>
Dont frais de transport des malades	15,3	0,9%	4,0%	4,4%	5,1%
<b>Indemnités journalières maladie</b>	<b>20,6</b>	<b>-12,2%</b>	<b>-12,2%</b>	<b>-10,5%</b>	<b>-10,5%</b>
<b>Etablissements sanitaires privés</b>	<b>66,8</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,2%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,4%</b>
Dont ODMCO	54,8	2,7%	5,1%	2,0%	2,1%
<i>dont séjours</i>	40,9	1,8%	4,0%	1,2%	1,3%
<i>dont liste en sus</i>	8,5	3,7%	6,8%	2,4%	2,2%
<i>dont hospitalisation à domicile</i>	2,2	10,2%	10,2%	12,6%	12,6%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	9,7	3,6%	5,5%	4,1%	4,3%
Dont OQN Psychiatrie	1,7	-10,4%	-9,0%	1,1%	1,2%

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières maladie.